



***CHRONIQUE DE TROIS ANS
DE COMBATS DES
DÉPUTÉS SOCIALISTES***

**ALIMENTATION : EN FINIR AVEC LES
INÉGALITÉS**

**PAR GUILLAUME GAROT, LE 21.10.2020
ET VALÉRIE RABULT, BORIS VALLAUD**

CHRONIQUE DE TROIS ANS DE COMBATS DES DÉPUTÉS SOCIALISTES : ALIMENTATION : EN FINIR AVEC LES INÉGALITÉS

PAR GUILLAUME GAROT, LE 19.10.2020

L'alimentation est le miroir des inégalités.

Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un œil à l'étude en 2019 par la DREES sur l'obésité chez les enfants et les adolescents : le surpoids touche 25% des adolescents enfants d'ouvriers contre seulement 11% des enfants de cadre, et l'obésité 7,5% contre 2,7%.

L'alimentation n'est pas simplement un enjeu sanitaire et environnemental : en France aussi, c'est un enjeu de justice sociale.

Pendant la crise sanitaire, notre système alimentaire nous a permis d'éviter la pénurie : il a tenu. Mais il a aussi révélé ses fragilités au grand jour. « Le jour d'après » doit être une opportunité d'engager une large transition agricole et alimentaire selon trois axes : améliorer l'offre, responsabiliser et éclairer la demande, et enfin construire un système véritablement social et écologique.

Nous devons tout d'abord retisser le lien de confiance entre producteurs et consommateurs. Nous mesurons chaque jour les efforts fournis pour une meilleure connaissance et une plus grande transparence de notre alimentation, mais il reste encore beaucoup à faire. Trop souvent, le dialogue est conflictuel, les positions radicalisées, les solutions insatisfaisantes.

Les débats doivent maintenant être menés à ciel ouvert, pour dépasser les confrontations et les incompréhensions qui opposent des catégories d'acteurs : riverains face aux agriculteurs sur la question des zones de traitement ; activistes de la cause animale face à des éleveurs victimes d'intrusions dans leurs élevages ; citoyens dénonçant la « malbouffe » face aux industriels de l'alimentation... Rien n'est plus urgent pour avancer et sortir de ces tensions permanentes, que de tracer d'abord un cap clair et dissiper les ambiguïtés sur l'avenir que nous souhaitons pour notre alimentation, donc pour notre agriculture et pour notre industrie.

Disons-le : seuls des objectifs explicites sur la qualité de notre offre alimentaire et des décisions politiques fortes permettront de renouer la confiance avec des consommateurs devenus méfiants. Les sujets ne manquent pas : réduction du sucre, du sel, du gras, simplification des recettes industrielles, bien-être animal, généralisation du Nutriscore dans l'UE, réduction des additifs...

Il va de soi que ces objectifs doivent être partagés avec la filière agroalimentaire, pour tirer vers le haut l'ensemble de notre alimentation, dans un véritable Contrat national alimentaire, qui fasse le lien entre production agricole et fabrication alimentaire.

Il nous faut ensuite remettre le choix éclairé du consommateur au centre de notre système alimentaire. Être un citoyen responsable pour choisir son alimentation, c'est être un citoyen conscient des enjeux. Encore faut-il lui transmettre valeurs, repères et connaissances. L'école doit intégrer l'éducation à l'alimentation dans ses programmes obligatoires pour ne pas la limiter à la sphère familiale, sauf à figer des inégalités.

Pour combattre le surpoids et l'obésité, qui frappent d'abord, on l'a dit, les enfants des catégories défavorisées, le travail éducatif est en effet aussi important que l'amélioration continue de la qualité, qui doit concerner l'ensemble de l'offre alimentaire, et non pas uniquement ceux qui en ont les moyens.

En effet, ne nous y trompons pas : la crise sanitaire n'est pas responsable de la précarité alimentaire qui touche des millions de Français au quotidien. Elle en est le révélateur.

Au même titre que l'éducation ou la santé, la nourriture est un enjeu exceptionnel, et le bien manger peut légitimement être traité comme un droit fondamental : ce qu'il est, d'ailleurs, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le moment est venu de mettre en place une véritable « couverture alimentaire universelle » pour garantir l'accès à ce droit.

La « couverture alimentaire universelle » permet de reconnaître la faim comme un risque social, et de lutter contre la stigmatisation de celles et ceux qui en souffrent. Au moyen de bons alimentaires, d'une allocation ou d'un remboursement, les dépenses alimentaires de base doivent devenir similaires aux dépenses de santé : lorsqu'elles sont nécessaires, personne ne peut en être privé.

Enfin, nous devons construire, à tous les échelons, dans tous nos territoires, un système alimentaire nouveau qui soit à la fois rémunérateur pour les producteurs, source d'une nourriture saine et durable pour le citoyen-consommateur, et vertueux pour l'environnement.

A l'échelle mondiale, cela passe par l'arrêt des accords de libre-échange : CETA, Mercosur, Accord UE-Mexique, etc. La solution n'est pas de les amender à la marge. Nous devons réinventer à la fois la solidarité et la souveraineté alimentaire dans les relations commerciales.

En Europe, le débat actuel porte sur la future Politique agricole commune. Malgré les résultats décevants des négociations en octobre 2020, il nous faut continuer à demander la mise en place d'une véritable Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC) qui rémunère justement les producteurs, respecte les consommateurs et préserve l'environnement. C'est aussi cela, la social-écologie.

A l'échelle de notre pays, la clé de la transition agricole et alimentaire se trouve dans nos territoires : c'est à leur échelle que doivent s'organiser les circuits courts, la lutte contre le gaspillage, le combat contre la précarité alimentaire, la protection des écosystèmes, le recul de l'artificialisation des sols.

Aujourd'hui, pour notre santé, notre planète, nos emplois, l'alimentation mérite d'être traitée comme une véritable politique du Bien commun. Faisons-en un enjeu majeur de l'après-crise !